



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/63/56
8 mars 2011

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-troisième réunion
Montréal, 4 – 8 avril 2011

PROGRAMME DE PAYS : TIMOR-LESTE

Le présent document est composé de :

- la feuille d'évaluation du programme de pays (rédigée par le Secrétariat du Fonds)
- observations et recommandations du Secrétariat du Fonds
- la lettre d'accompagnement du gouvernement du Timor-Leste
- la feuille de couverture et du résumé analytique du programme de pays

FEUILLE D'ÉVALUATION DU PROGRAMME DU TIMOR-LESTE

Unité nationale de l'ozone, Ministère de l'économie et du développement

Statut de la ratification de la Convention de Vienne et du Protocole de Montréal

	Signature	Ratification	Entrée en vigueur
Convention de Vienne (1985)		16 sept. 2009	15 déc. 2009
Protocole de Montréal (1987)		16 sept. 2009	15 déc. 2009
Amendement de Londres (1990)		16 sept. 2009	15 déc. 2009
Amendement de Copenhague (1992)		16 sept. 2009	15 déc. 2009
Amendement de Montréal (1997)		16 sept. 2009	15 déc. 2009
Amendement de Beijing (1999)		16 sept. 2009	15 déc. 2009

Production de substances réglementées : Aucune substance réglementée n'a été produite

Consommation de substances réglementées (2009) : 9,90 tonnes métriques 0,89 tonnes PAO

(tonnes)	CFC-11	CFC-12	CFC-115	Total CFC	HCFC-22	Total CFC et HCFC
métriques	0	0,34	0,04	0,38	9,52	9,90
PAO	0	0,34	0,03	0,37	0,52	0,89

Répartition de PAO par substance : **CFC 42%** **HCFC 58%**

Répartition de PAO par secteur : Climatisation et réfrigération 100%

Protocole de Montréal (tonnes PAO)

Niveau de référence du programme de pays	CFC	Halone	1,1,1-trichloroéthane	Bromure de méthyle	HCFC-22
Consommation de référence	36,0	1,5	0,1	0,2	0,5*
Niveau de consommation autorisé en 2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5

**Niveau de référence estimatif*

Durée du programme de pays : 2 années (2010-2012)

Élimination de SAO visée : Maintien d'une consommation nulle de CFC
10% de réduction de la consommation de HCFC-22 avant la fin de 2014.

Secteur prioritaire d'élimination : Secteur de l'entretien des équipements de réfrigération

Coût des activités dans le pays : 271 700\$US (plus 40 000 \$US de financement du renforcement des institutions approuvé à la 61^e réunion)

Stratégie :

Le gouvernement du Timor-Leste s'engage à assurer la conformité aux dispositions du Protocole de Montréal et à réduire au minimum la consommation de SAO au Timor-Leste de manière efficace par rapport au coût et progressive, afin de s'acquitter de ses obligations en tant que Partie. Le programme de pays a pour objectif de maintenir une consommation nulle de CFC et d'éliminer progressivement la consommation de HCFC conformément au Protocole de Montréal. Le plan d'action comprend des activités visant à mettre en place et en œuvre un système de règles et d'octroi de licence destiné à réglementer et surveiller l'importation de SAO (y compris les HCFC) et d'équipements à base de SAO, ainsi que des activités de renforcement des capacités du pays d'améliorer les pratiques d'entretien. La mise en œuvre du programme de pays devrait aider celui-ci à réaliser les objectifs de réduction des SAO.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRETARIAT DU FONDS

DESCRIPTION

1. Selon les données fournies en application de l'article 7 et une récente étude menée pour la préparation du programme de pays et du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) du Timor-Leste, la consommation totale de HCFC en 2009 était de 0,52 tonnes PAO. Le pays a aussi fait part d'une consommation de 0,37 tonnes PAO de CFC utilisés comme frigorigènes. Aucune consommation de halons, de bromure de méthyle ou autre SAO n'est déclarée pour cette période. La consommation de base de HCFC calculée pour le Timor-Leste est de 9,635 tonnes métriques (0,53 tonnes PAO). La consommation de CFC devait être nulle après la fin de 2009.

2. Le Timor-Leste est acquis son indépendance en 2002. Vers la fin de 1999, 70% de l'infrastructure économique du Timor-Leste avait été sérieusement endommagée par les troupes et les milices contre l'indépendance. Une assistance internationale intensive, dirigée par les Nations Unies, a été fournie au pays pour réhabiliter son infrastructure et rétablir son administration civile.

3. Le Timor-Leste continue aujourd'hui de renforcer sa capacité d'administration publique et de développement d'une réglementation. Les divers ministères gouvernementaux et le secteur public continuent de recevoir un appui considérable des Nations Unies et des pays donateurs grâce à la présence de conseillers à long terme et une assistance technique externe.

4. Le Timor-Leste a accédé au Protocole de Montréal en septembre 2009. La phase I du financement du renforcement des institutions (RI) par le Fonds multilatéral a été approuvée à la 56^e réunion et versée en octobre 2009. Grâce à l'appui du financement du RI, une Unité nationale de l'ozone a été créée sous l'égide du Ministère de l'économie et du développement. Des programmes d'information et de communication ont été organisés afin de sensibiliser le public au Protocole de Montréal et à l'élimination des substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO). Un Comité directeur de l'ozone a aussi été créé afin de faire participer les ministères gouvernementaux clés et les parties prenantes du secteur privé au programme d'élimination des SAO. Les importateurs, les détaillants de SAO et le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération sont conscients de l'élimination des HCFC et de l'interdiction des CFC. Des parties prenantes ont exprimé des préoccupations quant à l'incidence de l'élimination des HCFC sur l'économie et demandé que les communications, la formation et l'assistance soient fournies au plus tôt. Le financement de la préparation du programme de pays et du PGEH a été approuvé à la 59^e réunion du Comité exécutif. Le pays a également reçu la phase II du financement du RI et un financement supplémentaire de 55 000 \$US pour la préparation du PGEH en raison de la consommation de HCFC relevée au cours de l'étude, conformément à la décision 56/16. L'étude pour la préparation du programme de pays et du PGEH a été menée et le programme de pays et le PGEH sont maintenant présentés à la 63^e réunion pour examen.

5. Le Timor-Leste ne dispose pas de législation, de règlement ou de système d'octroi de licence pour réglementer l'importation et l'utilisation des SAO. Afin de respecter les mesures de réglementation du Protocole de Montréal sur l'élimination des SAO, le Secrétaire d'Etat à l'environnement du Ministère de l'économie et du développement a émis une notification du gouvernement (MED/NOU/2010) pour interdire l'importation de SAO et d'équipements à base de SAO à partir du 1^{er} décembre 2010. Le gouvernement du Timor-Leste prévoit de mettre en place une politique d'octroi de licence d'importation/exportation et un système de quotas pour réglementer l'importation de HCFC.

6. Elaborée avec l'assistance du PNUE, la proposition de programme de pays contient les objectifs ci-après :

- a) Soutenir l'UNO dans l'exécution de ses obligations de collecte de données et de rapports sur la consommation de SAO ;
- b) Développer et appliquer des mesures de réglementation afin de maintenir une consommation nulle de CFC, telles que l'interdiction de l'importation de CFC et d'équipements à base de CFC ;
- c) Elaborer les lois pertinentes ainsi qu'un système efficace de licences et de quotas pour soutenir l'élimination des HCFC ;
- d) Mettre en œuvre les activités du PGEH afin d'assurer une réduction progressive de la consommation de HCFC ;
- e) Etablir un système de surveillance de l'importation et de la consommation de SAO ; et
- f) Mener un programme d'éducation et de sensibilisation du public pour l'élimination des HCFC.

7. La proposition de programme de pays pour le Timor-Leste comporte un programme de renforcement des institutions et la mise en œuvre d'un PGEH. Le programme de RI a déjà été approuvé et renouvelé une fois. Les futures demandes de financement pour le programme de RI seront présentées lorsque celui-ci devra être renouvelé. La demande de financement pour le PGEH est présentée à la 63^e réunion avec la proposition de programme de pays. Le Timor-Leste n'ayant pas mis en œuvre de programme d'élimination des CFC, les activités d'élimination des CFC ont été incluses dans le PGEH.

OBSERVATIONS DU SECRETARIAT

8. Notant que la préparation du programme de pays et du PGEH est achevée, mais que la législation, le règlement et le système de licence destinés à réglementer l'importation et l'utilisation de SAO (CFC et HCFC) n'ont pas encore été mis en place, le Secrétariat a demandé des précisions concernant les progrès, l'état d'avancement actuel et les futures démarches prévues pour l'élaboration de lois, de règles et d'un système de licence pour réglementer l'importation.

9. Le PNUE a répondu que le développement d'un système de licence est en cours, mais que les progrès sont lents. Le gouvernement envisage d'incorporer le Protocole de Montréal et ses amendements dans la législation nationale. Le programme de pays sera inclus dans les recommandations au Cabinet en vue de l'élaboration de la législation. Le PNUE a informé le Secrétariat que, parce que l'adoption de lois par le parlement pourrait prendre de deux à trois ans, la procédure de notification du gouvernement continuera d'être employée pour assurer la surveillance des importations de HCFC et la conformité aux objectifs de réglementation du Protocole de Montréal.

RECOMMANDATIONS

10. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation du programme de pays du Timor-Leste tout en mentionnant que cette approbation ne signifie pas l'approbation des projets dans le cadre de ce programme, ni de leur niveau de financement. L'approbation du programme de pays du Timor-Leste devrait être accordée sans préjudice du fonctionnement du mécanisme de traitement de la non-conformité éventuelle du Protocole de Montréal.

11. Le Secrétariat du Fonds recommande qu'il soit demandé au gouvernement du Timor-Leste de présenter chaque année au Comité exécutif des informations sur l'avancement du programme de pays,

conformément à la décision du Comité exécutif sur la mise en œuvre des programmes de pays (UNEP/OzL.Pro/ExCom/10/40, para. 135) en utilisant le format approuvé de présentation en ligne. Le rapport initial couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011 doit être soumis au Secrétariat du Fonds le 1^{er} mai 2012 au plus tard.



DEMOCRATIC REPUBLIC OF TIMOR-LESTE
MINISTRY OF ECONOMY AND DEVELOPMENT
SECRETARIAT OF STATE FOR ENVIRONMENT
GABINET OF THE SECRETARY OF STATE

To : **Ms. Maria Nolan,**
Chief Officer Secretariat of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol Montreal, Canada
Fax: (514) 282-0068

Ref. Number: ...15...../GSEMA/0I/11

Date: 31 of January 2011

Subject: **Endorsement Letter for the Multilateral Fund for Country Programme for Timor-Leste**

Dear Ms. Maria Nolan,

It is our great honour to submit the Country Programme for Timor-Leste for consideration at the 63rd Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund (MLF). This Country Programme jointly with HPMP has been developed by the Secretariat of State for Environment, Ministry of Economy and Development with the assistance of UNEP and UNDP Dili.

We would like to thank the MLF for all the support provided to Timor-Leste and appreciate your continuous support to Timor-Leste in its implementation of the Montreal Protocol.

The Secretariat of State for Environment, Ministry of Economy and Development of the Government of Timor-Leste would avail itself of this opportunity to renew its thanks to the Secretariat of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol.

Please accept the assurances of my highest consideration.

Sincerely yours,


António de Deus de Jesus Lima
Secretary of State for Environment



Cc: **Rajendra M. Shende**
Chief, Energy and Ozone Action Unit
United Nations Environment Programme,
Division of technology, Industry and Economics; Fax: (+33) 144 37 1474

COUNTRY PROGRAMME COVER SHEET

COUNTRY Democratic Republic of Timor Leste

DATE RECEIVED 4 March 2011

LEAD NATIONAL AGENCY Secretary of State for Environment, Ministry of Economic and Development

PERIOD COVERED BY COUNTRY PROGRAMME 2011 - 2015

1. PHASE OUT SCHEDULE

Substance	2009 Consumption (import) in ODP Tonnes	Planned Total Cons. until end 2015 (Tonnes x ODP)	Planned year of Reduction
CFC-12 & CFC-115 (in R-502)	0.37	0	2010
Total (Annex A)	0.37	0	
HCFC-22 in R-502	0.0022	0	2010
HCFC-22	0.5214	2.621	2015
Total Annex C	0.5236	2.621	

2. ACTION PLAN OF Timor Leste

In order to implement its phase out strategy, the Government has developed an Action Plan as follows: (Since 100% of ODS consumption is in the Refrigeration and air-conditioning sector, this action plan matches the one drawn up within the HCFC Phase-Out Management Plan for Phase I up to 2015).

- Support the National Ozone Office which has been established within the Secretariat of Environmental Affairs, Ministry of Economy & Development as the focal point for all activities related to the Montreal Protocol.
- Develop and implement control measures including:
 - Ban imports of Annex A substances and equipment using these substances by 2011 or earlier.
 - Prohibit new enterprises producing and/or assembling equipment, foams, or aerosols using ODS at the earliest.
 - Develop and implement appropriate legislation to restrict and control imports and exports of ODS and other refrigerants.
 - Establish import quotas and licenses for HCFCs.
- Establish a monitoring system for ODS imports and consumption
- Embark on a communication programme
- Implement and monitor the following components of the HPMP with assistance from the Multilateral Fund and implementing agencies/bilateral donors:
 - Development of legislation and regulations
 - Training of Trainers in Good Refrigerant Management Practices
 - Train Customs Department, Statistics Division and NOU in monitoring and collection of data to meet the reporting requirements of the Protocol

- Set up servicing infrastructure for good practice and recovery and recycling

3. PROJECTS

A summary of the projects identified and detailed in the HPMP are as follows:

Name of Project		Time Frame	Amount Requested from Fund (US\$)
HCFC Phase-out Management Plan – Phase 1 (up to 2015)	Training in Monitoring and Control of ODS (including procurement of refrigerant identifiers)	2011 - 2015	\$59,000
	Training of Technicians	2011 - 2015	\$45,000
	Public Awareness	2011 - 2015	\$30,900
	Equipment for Training school and recovery equipment and tools for technicians	2011 - 2015	\$96,800
	Project Coordination & Management	2011 - 2015	\$40,000
TOTAL			\$271,700

4. COSTS

ODP to be phased out	0.418 ODP tonnes
Total Cost of phase-out	US\$ 271,700
Cost of projects being submitted with this Country Programme	US\$ 271,700
Amount being requested from Fund	US\$ 271,700
Cost effectiveness (on Funds requested)	US\$650/ODP kg

EXECUTIVE SUMMARY

Timor-Leste (officially the Democratic Republic of Timor-Leste) is a country at the eastern end of the Indonesian archipelago. Timor Leste was colonized by Portugal in the 16th century, and was known as Portuguese Timor until Portugal's decolonization of the country. In late 1975 Timor Leste declared its independence but was invaded and occupied by Indonesia later that year, and declared that country's 27th province the following year. In 1999, following the United Nations-sponsored act of self-determination, Indonesia relinquished control of the territory and Timor Leste became the first new sovereign state of the twenty-first century on May 20, 2002 and joined the United Nations on September 22, 2002.

In late 1999, about 70% of the economic infrastructure of Timor Leste was laid waste by Indonesian troops and anti-independence militias. Over the next three years a massive international program, manned by 5,000 peacekeepers (8,000 at peak) and 1,300 police officers, led to substantial reconstruction in both urban and rural areas. The country continues to face great challenges in rebuilding its infrastructure, strengthening the civil administration, and generating jobs for young people entering the work force. The development of oil and gas resources in offshore waters has greatly supplemented government revenues. This technology-intensive industry, however, has done little to create jobs for the unemployed because there are no production facilities in Timor and the gas is piped to Australia. The underlying economic

policy challenge the country faces remains how best to use oil-and-gas wealth to lift the non-oil economy onto a higher growth path and to reduce poverty.

Timor Leste acceded to the Vienna Convention, Montreal Protocol, the London Amendment, the Copenhagen Amendment, the Montreal Amendment and the Beijing Amendment on September 16, 2009. With an Annex A per capita consumption of 0.00033 kilograms (0.38 ODP Tonnes in 2009 for a population of 1.13 million), Timor Leste is classified as a developing country operating under paragraph 1 of Article 5 of the Montreal Protocol. In order to comply with the provisions of the Protocol, as a first step, the Government of Timor Leste has carried out a national survey and formulated its Country Programme and HCFC Phase out Management Plan with the assistance of UNEP and funding assistance from the Multilateral Fund.

The Country Programme provides data on consumption and use of ODS in Timor Leste and expresses the commitment of the Government to phase out consumption of Annex A substances immediately and reduce the consumption of Annex C substances as per the requirements of the Protocol. An Action Plan has been defined, and steps will be taken to implement some or all of the action items, after scrutiny, to ensure a smooth phase out and reduction without causing undue economic hardship to the industrial, commercial and, in particular, the domestic consumers.

Timor Leste does not produce any ODS and all its requirements are met through imports. The 2009 Annex A substances import amounted to 0.38 ODP Tonnes, while Annex C substances import amounted to 0.5236 ODP Tonnes. The entire consumption of ODS was in the Refrigeration and Air Conditioning Service sector.

Timor Leste, as the "new country of the new millennium", is still in the process of building its administration and governmental institutions, developing its own rules, regulations, import export policies, data bases etc. The various government ministries, departments, and the public sector continue to receive a lot of support from UN agencies and donor countries as aid and through the presence of long-term advisors attached to them. There is no specific Environmental Act or Legislation within the Laws of Timor Leste. Consideration is being given to include the Montreal Protocol and its Amendments into the National Laws. This Country Programme will form a part of the recommendations submitted to Cabinet for preparation of legislation. Recently, the Ministry of Development issued a Government Notification (MED/NOU/2010) to ban ODS and ODS using equipment imports (Non HCFC). The efforts to assist the government to establish an import/export licensing policy for HCFCs and other refrigerants is ongoing.

Customs has started using computerized records of all imports and exports but to date the data base does not have any entries for the HS Codes related to ODS and blends and other refrigerants also as they are not declared appropriately and customs does not have the necessary training. Import/Export legislation and regulations will need to be designed with Customs inputs to ensure that ODS can be identified and data entered appropriately.

The Don Bosco Vocational School at Comoro (near Dili) teaches refrigeration and air-conditioning as part of their electrical trade curriculum, but the training concentrates on the electrical aspects of refrigeration and air-conditioning.

Timor Leste's consumption is totally driven by market availability and demand. Annex A substances are no longer available for imports from Indonesia or Singapore and this has resulted in zero imports of CFC-12 and R-502 during the period January – May 2010. The importers also advised that their suppliers in these countries had advised that these refrigerants were not going to be available any more.

In the case of HCFC-22 the demand for comfort air-conditioning has gone up substantially since 2005 with the rebuilding of government buildings, presence of expatriates working as long term advisors to

various government departments, significant presence of international aid agencies, and of course the international peace keeping and police forces in the country. In addition Timorese citizens are also being able to afford the equipment thanks to the low prices of small split and window air-conditioners.

The institutional strengthening project was approved by the Multilateral Fund and the government has established the National Ozone Unit (NOU) under the Secretary of State for Environment, Ministry of Economic & Development. The NOU is the focal point for all ODS phase-out activities, data collection and reporting and for implementing public awareness programs. It will also be the link with the Minister, the Minister of State for Environment and the various departments to ensure the implementation of all measures and coordinate all projects.

The Government is concerned about its lack of an established infrastructure for controlling and phasing out ODS. It has requested that their situation be considered unique and that there be an exception to the strict funding guidelines for HPMPs to enable the country to quickly develop its capacity to manage ODS phase out as otherwise there is a strong possibility of the country being in non-compliance from 2013 onwards.

A total of US\$ 271,700 is being requested from the Multilateral Fund to implement the Country Programme and the first stage HPMP projects to sustain CFC phase-out and to achieve the HCFC freeze from 2013 and 10% phase out from 2015.